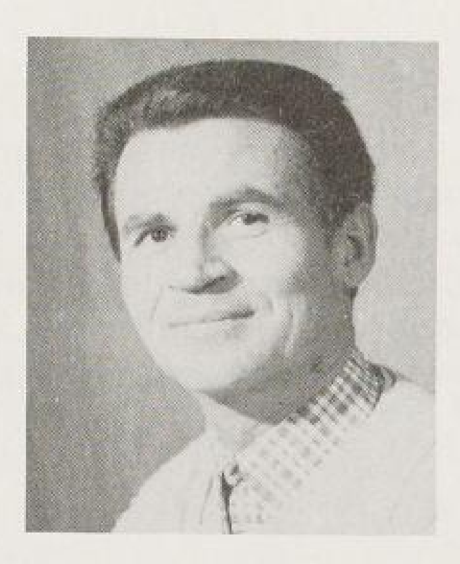
République Française

Département de la Dordogne

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Elections Législatives du 12 Mars 1978



Eric FAVE
CANDIDAT (43 ans)
Marié 3 enfants
Professeur au Lycée de Nontron
Conseiller Municipal de La Chapelle-Faucher



Francis GERVAISE
SUPPLÉANT (28 ans)
Célibataire
Ouvrier Ebéniste
Conseiller Munic. de St-Sulpice-de Roumagnac

Périgourdines, Périgourdins de la 3e circonscription,

Ces élections législatives nous permettent enfin, d'entrer en contact avec vous. Un certain nombre de propositions nous tiennent à cœur, mais elles se brisent en général devant le mur de silence qu'opposent aux idées neuves les pouvoirs publics, les grands moyens d'expression (radio, télé, etc.). Nous aurions souhaité rencontrer chacun de vous, mais la modestie de nos moyens financiers et le fait que nous ne sommes pas des politiciens professionnels ne nous l'a pas permis.

Permettez-nous maintenant de vous exposer rapidement les positions de notre mouvement :

VOLEM VIURE AU PAIS ! Voilà une revendication qui a connu une fortune exceptionnelle ces deux ou trois dernières années. Quel parti, quelle organisation syndicale auraient pensé seulement à la formuler en 1974, lors des dernières élections présidentielles ? Et pourtant la « mobilité de l'emploi » n'était pas alors un phénomène nouveau.

Cependant, ce slogan avait déjà commencé à apparaître une dizaine d'années auparavant dans l'indifférence générale des appareils politiques et syndicaux : pour les uns, il était le fait de « folkloristes », de gauchistes d'un nouveau genre pour les autres. De toute façon, tous s'accordaient pour ne pas chercher à comprendre et opposer un dédain superbe à des gens qui ne s'exprimaient même pas en français mais en patois, « façon vicieuse de parler abandonnée à la populace » (L'Encyclopédie, XVIIIe siècle).

Quel sens donnons-nous à cette revendication ? Une analyse rapide de la situation des pays occitans permet de le comprendre aisément à condition d'être de bonne foi.

UNE SITUATION ALARMANTE.

— **Une langue populaire** qui a fait l'admiration de l'Europe au Moyen-âge, **ravalée au rang de « patois » et arrachée progressivement aux gens de chez-nous** par des siècles de centralisme parisien (monarchique, impérial ou républicain) : bonne méthode pour fabriquer des déracinés, des étrangers chez-eux... ils seront plus faciles à déplacer !

— **Un pays vidé de sa substance économique et humaine.** Les ressources de son sol et de son sous-sol (bauxite de Provence, gaz de Lacq, pétrole aquitain, hydro-électricité du Massif Central, des Pyrénées et

des Alpes...), les capitaux constitués par son épargne et même ses richesses artistiques ont été pillées au profit de l'agglomération parisienne et des régions qui, seules, comptent aux yeux des puissances d'argent et du pouvoir politique qui les représente. Ses jeunes n'ont plus qu'à aller chercher ailleurs (à Paris, dans le Nord, dans l'Est...) un emploi ou une promotion qu'ils auraient dû trouver chez-eux, si ces ressources avaient été exploitées sur place. Ainsi, le Périgord est passé de 505 789 habitants en 1851 à 373 179 en 1975 alors que, dans le même temps l'ensemble français gagnait plus de 20 000 000 d'habitants. A l'heure actuelle un périgourdin sur six a plus de 65 ans !

— **Et pour ceux qui sont restés au pays ?** Des salaires de misère, souvent inférieurs de plus d'un tiers à ceux de la région parisienne, des droits syndicaux bafoués grâce à un chantage permanent à l'emploi, un chômage qui bat tous les records de l'ensemble français (dans notre seule circonscription, les faillites se multiplient à un rythme hallucinant : Nontron, Brantôme, La Tour-Blanche, St-Médard-d'Excideuil, St-Pardoux-la-Rivière, Tocane... 15.000 chômeurs en Périgord !

— Une petite agriculture menacée de mort par une injuste politique des prix, et une spéculation foncière effrénée dans le cadre de l'Europe des « multi-nationales » (autrement dit l'internationale du « pognon »), un petit commerce et un artisanat menacé de disparition par l'action conjuguée du dépeuplement et des privilèges exorbitants dont jouissent les « grandes surfaces », des moyens de transport démantelés, parce que « non rentables » (qu'en est-il de la rentabilité du métro parisien ou de Concorde ?), des écoles et des bureaux de postes qui ferment, des régions entières, enfin vouées à un aménagement touristique ravageur (Provence, Côte Languedocienne, Côte Aquitaine et bientôt, Périgord), à la transformation en camps militaires (Larzac, Canjuers, Landes...), ou même à la noyade (Naussac).

QUELLES SOLUTIONS ?

Nous n'avons pas de promesses illusoires à vous faire, c'est tous ensemble que nous devons prendre nos affaires en mains et ce ne sera pas facile. Pour nous, culture, démographie, économie sont indissociables. Elles impliquent la perspective d'un changement de société :

— Face à la société capitaliste de profit, responsable pour l'essentiel de cette situation économique et humaine catastrophique, nous optons pour un **socialisme vraiment démocratique.**

— Contre le centralisme de l'Etat, dont même l'arrivée de la Gauche au gouvernement ne garantit pas l'entière disparition, nous choisissons **la voie de l'autogestion et de l'autonomie occitane** au sein de cet Etat, c'est-à-dire que nous revendiquons pour les populations occitanes le droit de prendre en main leurs propres affaires à tous les niveaux (quartiers, communes, régions...), de contrôler les ressources de leur sol, de leur sous-sol, de leurs cours d'eau, de leurs côtes mais aussi le fruit de leur épargne, l'argent de leurs impôts et évidemment, leur patrimoine linguistique et culturel.

— Enfin, nous orientons notre combat vers une société respectueuse **des équilibres naturels et du libre développement de la personnalité humaine.** Nous dénonçons donc le « productivisme » à outrance aboutissant pour le profit d'une minorité, à une société de gaspillage et de destruction de la nature mais aussi l'énergie nucléaire qui fait peser sur nous et nos descendants des risques terrifiants, ainsi que toutes les formes d'oppression de type économique, social, racial, sexuel ou culturel.

Nous ne voulons plus que l'on nous dise que la France grelotte parce qu'il fait froid à Paris : Paris n'est pas la France.

Le Périgord veut vivre : pour que Paris le sache, il faut lui faire entendre la voix occitane et amener les futurs parlementaires de la gauche à prendre en compte, après le premier tour, nos légitimes revendications.

IL FAUT VOTER « VOLEM VIURE AU PAYS ». (Mouvement Socialiste Occitan).

Vu : Les Candidats.

PÉRIGUEUX - IMP. MODERNE, 29, RUE DES JACOBINS